Arrêté de la ministre des finances du 24 mars 2022, fixant les conditions et les modalités d'annulation de report des crédits d'engagement d'une année à une autre au titre des dépenses d'investissement et des dépenses des opérations financières.

La ministre des finances

Vu la Constitution,

Vu le décret-loi n° 2021-117 du 22 septembre 2021 relatif aux mesures exceptionnelles,

Vu la loi organique n° 2019-15 du 13 février 2019, portant loi organique du budget et notamment son article 23,

Vu le code de la comptabilité publique promulgué par la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, tel que modifié et complété par les textes subséquents dont le plus récent le décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant la loi de finances 2022,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-137 du 11 octobre 2021 portant nomination de la Cheffe du Gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-138 du 11 octobre 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu l'arrêté du ministre des finances du 10 avril 2019 fixant la nomenclature des dépenses du budget de l'Etat.

Arrête :

Article premier - Le présent arrêté fixe les conditions et les modalités d'annulation de report des crédits d'engagement d'une année à une autre au titre des dépenses d'investissement et des dépenses des opérations financières.

Art. 2 - Peut être annulé le report des crédits d'engagement relatifs aux dépenses d'investissement et aux dépenses des opérations financières, non utilisés au 31 décembre de l'année, et qui répondent notamment aux conditions suivantes :

- Les reliquats de crédits restants après l'exécution d'une dépense,

- L'extinction du besoin au crédit d'engagement du projet pour motif de suppression ou de changement de sa nature et en général quand il est impossible de dépenser ledit crédit.

Art. 3 - Le report des crédits d'engagement relatifs aux dépenses d'investissement et ceux relatifs aux opérations financières est annulé conformément aux modalités suivantes :

- Le ministre chargé des finances coordonne avec les ministères concernés et arrête les crédits d'engagement objet d'annulation de report, répartis par projet.

- Le ministre chargé des finances transmet aux chefs de missions, pour avis, la liste détaillée des projets objet d'annulation de report et leurs motifs d'annulation de report. Les avis des chefs de missions sont consultatifs.

- En concertation avec les responsables de programmes concernés, le chef de mission communique son avis justifié quant à la non consommation du crédit objet d'annulation de report, au ministre chargé des finances, dans un délai de 15 jours de la date de transmission des données mentionnées dans le précédent tiret.

- Le ministre chargé des finances fixe les crédits d'engagement objet d'annulation de report répartis par mission, programme, source de financement et nature de dépense et promulgue un arrêté motivé.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 24 mars 2022.

La ministre des finances

Sihem Boughdiri Nemsia

Vu

La Cheffe du Gouvernement

Najla Bouden Romdhane

Arrêté de la ministre des finances du 24 mars 2022, relatif aux prix de cession des alcools.

La ministre des finances,

Vu la Constitution,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-117 du 22 septembre 2021, relatif aux mesures exceptionnelles

Vu le décret du 20 novembre 1927, réglementant le régime de l'alcool en Tunisie, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret du 7 juin 1939,

Vu la loi n° 59-113 du 28 septembre 1959, réglementant le régime de l'alcool,

Vu la loi n° 59-118 du 28 septembre 1959 relative à l'assainissement du marché du vin,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-137 du 11 octobre 2021, portant nomination de la Cheffe du Gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-138 du 11 octobre 2021, portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu l'arrêté de la ministre des finances du 14 novembre 2016, relatif aux prix de cession des alcools.

Vu les délibérations du conseil d'administration de la régie des alcools du 18 août 2020.

Arrête :

Article premier - Les prix des alcools livrés aux industries admises au bénéfice des cessions, sont fixés par hectolitre à 100° comme suit :

- Alcool Absolu : 445 DT
- Alcool Bon Goût délivré aux entrepositaires : 2100 DT
- Alcool Bon Goût délivré aux autres : 409 DT
- Alcool Mauvais Goût : 382 DT
- Alcool exporté : 550 DT

Art. 2 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 24 mars 2022.

La ministre des finances

Sihem Boughdiri Nemsia

Vu

La Cheffe du Gouvernement

Najla Bouden Romdhane

Arrêté de la ministre des finances du 24 mars 2022, relatif à la nomenclature des produits monopolisés.

La ministre des finances,

Vu la Constitution,

Vu le décret Présidentiel n° 117-2021 du 22 septembre 2021, relatif aux mesures exceptionnelles,

Vu le décret du 16 octobre 1947, relatif à la fixation des prix de vente aux consommateurs des produits monopolisés et notamment son article premier,

Vu la loi n° 95-109 du 25 décembre 1995, portant loi de finances pour l'année 1996 et notamment son article n° 55,

Vu la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 et notamment son article n° 14,

Vu la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017 et notamment son article n° 10,

Vu la loi n° 2019-78 du 23 décembre 2019, portant loi de finances pour l'année 2020,

Vu la loi n° 2020-46 du 23 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 et notamment son article n° 22,

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 25 juin 2021, relatif à la nomenclature des produits monopolisés,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-137 du 11 octobre 2021, portant nomination de la Cheffe du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-138 du 11 octobre 2021, portant nomination des membres du Gouvernement.

Arrête :

Article premier - La structure des prix de vente aux consommateurs des cigarettes et des tabacs chauffés et la liste des nouveaux articles sont arrêtées conformément à la nomenclature annexée au présent arrêté.

La structure des prix des autres produits monopolisés demeure sans changement.

Art. 2 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 24 mars 2022.

La ministre des finances

Sihem Boughdiri Nemsia

Vu

La Cheffe du Gouvernement

Najla Bouden Romdhane